



## Westminster & City News

NUMÉRO 38

Du 9 au 15 octobre 2020

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

##### **Le Chancelier de l'Echiquier a annoncé de nouvelles aides aux entreprises touchées par les restrictions –**

Cette annonce est intervenue en amont de la mise en place du système de paliers de restrictions sanitaires en fonction du niveau de risque. R. Sunak a étendu le dispositif de chômage partiel (*Job Support Scheme*) et annoncé de nouvelles subventions (jusqu'à 3000£ par mois) pour les entreprises juridiquement contraintes de cesser complètement leurs activités. A travers l'extension du dispositif de chômage partiel, il s'est engagé à subventionner 2/3 du salaire des employés sans activité, à hauteur de 2 100 £ par mois, pour une période de 6 mois à partir du 1<sup>er</sup> novembre. Les employeurs devront simplement continuer de payer les contributions à la *National Insurance* et les cotisations retraites. Ces nouvelles mesures viennent peser un peu plus sur les finances publiques, déjà très dégradées par la gestion de la crise.

##### **Le PIB a augmenté de 2,1 % en août en glissement mensuel après + 6,4 % en juillet –**

Significativement en deçà du consensus (+ 4,6 %), l'activité du mois d'août porte l'acquis de croissance à -9,4 %. La croissance du secteur manufacturier a nettement ralenti, à 0,7 % en août contre 6,9 % en juillet. Le niveau de production manufacturière reste 8,5 % en dessous de son niveau pré-covid. Le secteur des services a crû de 2,4 % en août, après 5,9 % en juillet. Le secteur de l'hôtellerie-restauration a enregistré le meilleur gain de croissance à + 71,4 % en glissement mensuel, grâce au dispositif de soutien *Eat Out to Help Out*. L'activité du secteur reste cependant toujours 12,6 % sous son niveau pré-Covid. La croissance de l'économie devrait continuer de ralentir jusqu'à la fin de l'année (le cabinet Pantheon Macroeconomics s'attend à une croissance de 2 % en septembre), reflétant la baisse de la consommation et l'anticipation de nouvelles restrictions en réponse à la recrudescence de l'épidémie.

##### **Le taux de chômage ressort en hausse à 4,5 % en août contre 4,3 % en juillet –**

Le taux de licenciement a fortement augmenté en août, atteignant son plus haut niveau depuis juillet 2009 à 8,2 par 1000 employés (contre 5,5 en juillet). Par ailleurs, le *Claimant Count*, c'est-à-dire le nombre d'inscriptions aux allocations sociales associées à une situation de chômage, a enregistré une augmentation mensuelle de 1 % (120,3 % depuis mars 2020), pour atteindre 2,7 millions en septembre. En revanche, les données de liste de paie (PAYE) ont indiqué une augmentation inattendue de 20 000 employés en septembre, reflétant un rebond des postes vacants (+144 000), et portant à 685 000 le nombre d'emplois nets perdus depuis février. Au total, le taux de chômage est attendu en hausse sur les prochains mois (autour de 8% fin décembre), en raison de la fin du premier dispositif de chômage partiel fin octobre et d'une reclassification plus importante de ceux se déclarant jusqu'alors inactifs et qui commenceront à chercher du travail.

#### COMMERCE

##### **L'excédent de la balance commerciale s'est accru entre juin et août –**

La balance commerciale pour le mois d'août 2020 a atteint 3,5 Md£ (or non-monnaire et métaux précieux exclus), en hausse de 1,5 Md£ par rapport au mois de juillet, en raison d'une hausse des exportations (+ 0,8 Md£) et une baisse des importations (-0,7 Md£). Entre juin et août, l'excédent de la balance commerciale s'est établi à 7,7 Md£, contre 3,9 Md£ pour la période

mars-mai. Cette hausse de l'excédent commercial résulte essentiellement de l'accroissement de l'excédent de la balance des services (+3 Md£) et d'une réduction du déficit de la balance des biens (-0,8 Md£). Au plan géographique, le déficit de la balance des biens (or non-monnaire et métaux précieux exclus) avec les pays de l'UE a augmenté de 2,6 Md£ pour s'établir à -19,2 Md£ sur la période, tandis qu'avec les pays hors-UE, il s'est réduit de 3,4 Md£ pour atteindre 3,8 Md£. La détérioration de la balance des biens résulte d'une hausse des importations de 5,9 Md£ (notamment de machines, de matériels de transport et de produits manufacturés), contre une hausse des exportations de 3,3 Md£.

## ACTUALITÉ FINANCIÈRE

### REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

**La Banque d'Angleterre interroge la capacité des banques à faire face à des taux d'intérêt négatifs** – Dans une [lettre](#) adressée aux institutions financières, la BoE cherche à comprendre le niveau de préparation des banques face à un éventuel taux directeur nul (*zero bank rate*) ou négatif ainsi qu'à un système de rémunération échelonnée des réserves (*tiered system of reserves remuneration*). La lettre fait suite au [comité de politique monétaire](#) du mois dernier, où la BoE a indiqué explorer les modalités d'opérationnalisation d'un taux d'intérêt négatif, si les perspectives d'inflation et d'activité le nécessitaient. Les banques sont invitées à répondre d'ici le 12 novembre.

**Le secrétaire d'État à l'économie précise l'approche britannique en matière d'équivalence financière et de coopération** – Adressée fin septembre à la Chambre des Lords, la lettre de J. Glen publiée cette semaine annonce un document d'orientation exposant le processus et les principes sous-tendant le cadre d'équivalence du RU, qui sera fondé sur les résultats (*outcome based*) et reposera sur des normes élevées et une coopération avec les pays tiers. Regrettant le choix de l'UE de traiter l'essentiel des sujets financiers en dehors d'un accord de libre-échange (ALE), J. Glen indique toutefois que cela ne devrait poser aucune limitation intrinsèque à la coopération future entre le Royaume-Uni et l'UE en ce domaine. Enfin, J. Glen annonce la publication prochaine d'un document de consultation concernant la *Financial Services Regulatory Framework Review*, qui portera notamment sur l'organisation et les missions des autorités de régulation et de supervision.

**L'analyse de la stabilité financière de la Banque d'Angleterre met en évidence une série de risques de court terme associés notamment à la Covid et au Brexit** – Le *Financial Policy Committee* (FPC), qui évalue régulièrement les enjeux pour la stabilité financière, considère dans son analyse publiée cette semaine les risques de court terme amenés par le Covid, le Brexit, et divers risques géopolitiques. Le FPC confirme que les banques sont résilientes et capables de soutenir les ménages et les entreprises dans le contexte de pandémie, tout en attendant des banques qu'elles consomment leurs coussins en capital dans leur intégralité si nécessaire. Le FPC s'est dit prêt à apporter des modifications temporaires au régime prudentiel des fonds propres (*capital framework*) afin de promouvoir l'usage des *buffers* si les banques se montraient réticentes à les utiliser au profit de stratégies de *deleveraging*. Concernant le Brexit, le FPC indique que la plupart des risques pour la stabilité financière ont été atténués, même en cas d'absence d'accord, et réaffirme sa détermination à mettre en œuvre des normes prudentielles solides. Enfin, le document réitère une préoccupation croissante concernant la liquidité dans le système financier non bancaire et les fonds à capital variable.

**Les régulateurs britanniques lancent un forum sur l'intelligence artificielle financière** – La Banque d'Angleterre et la *Financial Conduct Authority* (FCA) ont lancé le lundi 12 octobre le *Financial Services AI Public Private Forum*, dont le but sera de mieux comprendre l'utilisation et l'impact de l'intelligence artificielle (IA) dans les services financiers et d'approfondir le dialogue entre les secteurs public et privé sur ces sujets. Le Forum, qui devrait durer au moins un an, proposera des réunions et ateliers trimestriels structurés autour de trois thèmes : les données, la gestion des risques liés aux modèles et la gouvernance. Dave Ramsden, *Deputy Governor for Markets and Banking* à la BoE, a indiqué dans son discours les résultats d'une enquête de la BoE selon laquelle la pandémie a entraîné une hausse de l'importance des applications de l'IA et de la science des données pour 45 % des banques et entreprises d'assurance participantes. Enfin, au regard du paysage réglementaire de l'IA qui reste fragmenté, D. Ramsden a appelé à trouver un équilibre entre des principes de haut niveau et une approche davantage fondée sur des règles.

**Le régulateur entend réformer l'usage de modèles internes développés sur la base d'exigences réglementaires non britanniques** – Le document de consultation (DC) porte sur l'utilisation de l'approche fondée sur les notations

internes (IRB) pour le risque de crédit, développées selon des exigences réglementaires non britanniques. Actuellement, la *Prudential Regulatory Authority* (PRA) accepte de prendre en compte dans le calcul des exigences de capital consolidé au niveau groupe les exigences en capital au niveau solo calculées sur la base de ces modèles hors Espace économique européen. A l'avenir, la PRA envisage de restreindre cette appréciation d'équivalence des modèles internes développés dans des juridictions tierces, en introduisant des critères limitatifs (plafond ; périmètre limité aux expositions *retail* notamment). Les modèles IRB non britanniques non utilisés actuellement pour le calcul des exigences consolidées devront mettre en œuvre les changements proposés au 1<sup>er</sup> juillet 2021. Les établissements s'appuyant déjà sur ces modèles internes pourront continuer à le faire mais devront se conformer au nouveau cadre d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Le terme de la consultation du secteur est posé au 12 janvier 2021.

## **BANQUES & ASSURANCES**

**HSBC s'engage à la neutralité carbone pour l'ensemble de sa clientèle d'ici 2050** – La banque britannique s'est engagée vendredi 9 octobre à aligner les activités d'investissement de sa clientèle sur l'accord de Paris d'ici 2050 au plus tard. La banque a promis à cet égard un soutien pouvant atteindre 1 trillion de dollars de financement et d'investissement d'ici à 2030 afin d'accompagner ses clients dans la transition. HSBC a également déclaré avoir un objectif de neutralité carbone pour ses propres opérations et sa chaîne d'approvisionnement d'ici 2030. Son directeur général, Noel Quinn, a déclaré que la banque donnera de plus en plus la priorité aux financements et investissements contribuant à la transition vers une économie sobre en carbone. Ces déclarations font suite à des initiatives similaires de Barclays et de Lloyds. Toutefois, la banque ne compte pas se désengager des entreprises ou des projets qu'elle soutient actuellement. Certains observateurs regrettent le manque de précisions et d'engagements concrets et rappellent, comme l'ONG environnementale Market Forces, qu'HSBC est l'un des plus gros investisseurs dans les énergies fossiles.

**Le nombre de dossiers d'infraction instruits par la FCA pour faute financière a chuté de 76% lors de la pandémie de Covid** – Les données de la *Financial Conduct Authority* (FCA) montrent que seulement 36 nouveaux dossiers d'infraction ont été ouverts entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 mai 2020, contre 148 au cours de la même période en 2019. Parmi ces cas, ceux concernant des entreprises ont été plus fortement réduits, avec seulement 14 dossiers ouverts entre mars et mai, contre 73 en 2019, tandis que ceux concernant les particuliers sont tombés de 75 à 22. Toutefois, il y a eu davantage d'avertissements émis pendant cette période (augmentation de 8%). Enfin, les autorisations octroyées par la FCA à de nouvelles entreprises cherchant à opérer dans le secteur des services financiers ont également chuté de 56 % entre mars et mai, passant de 1 388 à 613 sur la même période en 2019. Selon la FCA, ceci reflète les défis organisationnels liés à l'adoption du travail à domicile parmi les entreprises, qui n'offrait pas les garanties de confidentialités nécessaires aux enquêtes réglementaires. La réduction observée ne reflète donc pas une baisse de la surveillance, mais plutôt les difficultés liées au changement de mode opératoire.

**Le Lloyd's of London réexamine ses contrats d'assurance en raison de la COVID-19** – Le Lloyd's, qui gère un marché de l'assurance de plus de 90 membres, préconise des produits plus simples en réponse à la pandémie de coronavirus. La place va revoir la façon dont les produits sont développés, conçus et vendus, et a présenté des recommandations dans un rapport publié lundi. Celles-ci incluent la nécessité d'une "révision linguistique" des documents de police, l'adoption et l'investissement dans de nouveaux produits tels que l'assurance paramétrique (qui verserait immédiatement les indemnités lorsque des conditions spécifiques sont satisfaites), et l'implication des clients dans la conception des produits. Ces déclarations s'inscrivent dans le prolongement de la décision de la *High Court of Justice* fin septembre validant les arguments présentés par la FCA sur la majorité des questions relatives à l'étendue de la couverture des polices d'assurance pour pertes souscrites par les PME, dans le contexte de la pandémie.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dtresor.gouv.fr](mailto:londres@dtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 15 octobre 2020

## TABLEAU DE CONJONCTURE

### ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T2 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-21,7%	-0,7%
PIB en glissement trimestriel		-20,4%	-1,6%
PIB par habitant		-20,6%	-1,8%
Inflation (IPC)		0,6%	2,1%
Evolution de la demande	Investissement	-25,6%	-2,3%
	Consommation	-24,1%	-1,9%
	Dépenses publiques	-15,7%	-1,1%
	Exportations (B&S)	-14,4%	-1,1%
	Importations (B&S)	-27,0%	-2,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-20,2%	-1,9%
	Secteur de la construction	-35,1%	-2,9%
	Secteur des services	-20,3%	-1,5%
Parmi les services	Finance et assurances	-3,4%	-0,7%
	Ventes au détail	-9,5%	-0,5%

### MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T2 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,0%
Taux d'emploi		76,4%	75,9%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	25,8	31,5
Productivité horaire**	Croissance annuelle	-1,2% (T1)	0,2%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	-2,6%	0,4%
Salaires réels	Croissance annuelle	-2,2%	0,0%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-0,5% (T1)	0,3%
Taux d'épargne des ménages		8,6% (T1)	6,0%

### FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-7,3%	-2,7%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	99,1%	84,9%
Investissement public net	-2,4%	-2,1%

### COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-2,0%	-4,3%
Balance des B&S		1,0%	-1,2%
Balance des biens		-3,9%	-6,2%
Balance des services		4,9%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,13	1,13
	GBP/USD	1,24	1,30

#### Source : ONS

\* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

\*\* Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

\*\*\* Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.